

19.11.2009 - 11:00 Uhr

PwC-Étude: «Economic Crime Survey 2009» - La crise économique favorise la fraude

Zurich (ots) -

29% des entreprises interrogées en Suisse voient dans le ralentissement économique un risque de fraude accru. Un tiers d'entre elles a également constaté une hausse des inci-dents survenus au cours des derniers douze mois. 17% des personnes interrogées ont signalé la découverte d'au moins un cas de fraude, s'élevant en moyenne à 1,5 million de CHF. C'est le secteur financier qui enregistre le plus grand nombre d'incidents. 70% des fraudeurs sont issus de la direction ou d'un poste de cadre (2007: 50 %). Les raisons principales invoquées par les fraudeurs sont l'augmentation de la pression qu'ils subissent et le souhait de maintenir leur niveau de vie. La diminution des dépenses de compliance et autres mécanismes de contrôle complique la procédure de découverte des fraudes. Bon nombre d'entreprises se voient dès lors contraintes de mettre en place des mesures durables et de les appliquer à tous les niveaux de fonction. Tel est le résultat de la nouvelle étude «Enquête 2009 sur la criminalité économique» de PricewaterhouseCoopers (PwC) pour laquelle 129 entreprises installées en Suisse ont été interrogées.

56% des entreprises interrogées ont indiqué une baisse de leur performance financière au cours des douze derniers mois. 29% en déduisent une augmentation du risque de fraude. 32% rapportent une hausse des cas contrôlés par rapport à l'année précédente. Les raisons principales invoquées par les fraudeurs sont l'augmentation de la pression qu'ils subissent et le souhait de maintenir leur niveau de vie.

La partie visible de l'iceberg

Malgré un risque de fraude accru, 17% seulement des entreprises interrogées ont, selon leurs propres déclarations, enregistré des cas de fraude au cours des douze derniers mois. Gianfranco Mautone, associé et responsable Forensic Services chez PricewaterhouseCoopers Suisse, constate: «Les chiffres noirs des délits économiques perpétrés en Suisse sont élevés. Une grande partie n'est découverte que par hasard. Et il est possible que le nombre des cas de fraude continue d'augmenter, même si la majorité d'entre eux n'est pas découverte.»

Peu de contrôle

26% des personnes interrogées ont déclaré ne jamais avoir réalisé d'analyse du risque de fraude. 46% n'y ont procédé qu'une seule fois. Les dépenses moyennes pour la compliance et autres mécanismes de contrôle internes ont diminué au cours des douze derniers mois. Les entreprises effectuant des analyses de risques trimestrielles et des contrôles basés sur celles-ci ont bien constaté une recrudescence des fraudes.

Des mesures pour tous les niveaux de hiérarchie

La proportion de fraudes internes est de presque 50%, dont 70% (2007: 50 %) parmi les cadres et la direction. Rolf Schatzmann, associé Forensic Services chez PricewaterhouseCoopers Suisse: «Près des deux tiers des fraudeurs reçoivent une part élevée de salaire variable. L'accroissement de la pression sur les performances a pour conséquence une augmentation des risques de fraude. C'est justement pour cette raison qu'il ne faut pas exclure la direction des

contrôles. Les entreprises doivent s'assurer que l'ensemble du personnel connaît les objectifs et les valeurs de l'entreprise, et qu'il agit en conséquence. Bien entendu, les objectifs fixés doivent être réalistes.»

Le secteur des services financiers en tête de liste

Avec 41%, c'est le secteur des services financiers qui enregistre la proportion la plus importante de cas de fraude. Et Gianfranco Mautone de préciser: «Cela s'explique par le fait que la disponibilité des valeurs patrimoniales aisément transmissibles est plus élevée. S'ajoute à cela la complexité des transactions financières qui représente également un environnement idéal pour la fraude et la dissimulation. Toutefois, la conscience des risques que représente la criminalité économique dans ce secteur est également très élevée, et il existe dans de nombreux cas des systèmes de contrôle très étendus et favorisant la découverte des cas de fraude.»

Informations sur l'enquête

Dans le cadre de l'enquête «Economic Crime Survey 2009», 3.000 questionnaires, issus de 55 pays, ont été analysés. Plus de la moitié des participants à l'enquête étaient des membres de la direction ou du conseil d'administration. Les résultats suisses se basent sur les réponses fournies par 129 entreprises, dont 41% sont cotées en bourse.

L'enquête est disponible au format PDF auprès de Claudia Sauter.

Contact:

Gianfranco Mautone
Associé et responsable Forensic Services
PricewaterhouseCoopers Schweiz
E-mail: gianfranco.mautone@ch.pwc.com

Rolf P. Schatzmann
Associé Forensic Services
PricewaterhouseCoopers Schweiz
E-mail: rolf.p.schatzmann@ch.pwc.com

Claudia Sauter
Communications Senior Manager
PricewaterhouseCoopers Schweiz
E-mail: claudia.sauter@ch.pwc.com

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100008191/100594011> abgerufen werden.